

LES CAHIERS DE L'HISTOIRE DE LA METALLURGIE

Publication de l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de la Métallurgie



Ambroise Croizat
Ministre du travail

Secrétaire Général de la FTM CGT

L'œuvre sociale de ce ministre que les salariés appelaient « le ministre des travailleurs », doit-être reconnue par la Nation.

A propos de la sécurité sociale :

« cette loi est d'une portée considérable. Elle permet d'espérer, en raison des perfectionnements postérieurs qui pourront encore lui être apportés, voir la France et la République en voie de formation se placer au premier rang des nations capitalistes du point de vue du progrès social ».

N° 29 Septembre 2009

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Tél. : 01.53.36.46.00. Fax: 01.53.36.86.38

<http://www.ftm-cgt.fr>

e-mail : z.goudjil@magic.fr

Imprimé par nos soins.

Sommaire

- **EDITO** P. 1
- **La vie de l'IHS** P. 2
- **Les Dossiers de l'IHS**
Les événements de Denain 1978-1979
Paginé de I à IV
- **Louis Boyer-David Gingold** P. 3
- **MACIF** P. 4

Maquette et rédaction:
JP Elbaz

Le système de santé en danger

La menace de faire payer de nouveau les assurés, le gouvernement tente d'éviter l'ouverture d'un véritable débat sur le financement de la protection sociale.

L'explosion du déficit, soit plus de 10 milliards d'euros, est avant tout le produit de la montée du chômage qui assèche les caisses de la sécu mais aussi des nombreux allègements et exonérations des charges sociales, ainsi que des revenus financiers consentis au patronat soit 7 milliards d'euros cette année.

Le prochain projet de loi du financement de la sécurité sociale comportera un ensemble de mesures avec l'augmentation du forfait hospitalier qui passerait de 16 à 20 € et d'abaissement de 35 % à 15 % du taux de remboursement des médicaments dits « à prescription médicale facultative ».

Le gouvernement affiche sa volonté de déconstruire progressivement loi après loi le modèle sociale français reposant sur la solidarité construit en 1945 par **Ambroise Croizat**. Celui-ci, malgré tous les coups de butoir portés par les décrets et réformes, fait toujours preuve de son efficacité sociale dans la crise.

Selon les enquêtes 14 % des Français, et ils sont très nombreux les retraités, déclarent renoncer à des soins pour des raisons financières ; un phénomène qui risque de s'aggraver du fait des conséquences de la crise, en sachant que les mesures envisagées viendraient s'ajouter à la longue liste des déremboursements des médicaments, de franchises diverses décrétés ces dernières années.

Le but du gouvernement qui rejoint le MEDEF est de transférer la majorité des dépenses de santé de la sécurité sociale vers les mutuelles complémentaires. Lors du dernier congrès de la Mutualité en juin, **Nicolas Sarkozy** a affirmé

son intention de confier aux complémentaires une part croissante de la couverture maladie.

La sécurité sociale c'est **450 Milliards d'Euros de recette**. Bien plus que le Budget de l'Etat.

Il faut se rappeler que 2 grands patrons, **KESSLER** et **DASSAULT** ont déclaré qu'il fallait en finir avec les acquis issus du Conseil National de la Résistance à la Libération. Gouvernement et patronat veulent en finir avec **les principes de bases de la sécu : celui d'une couverture garantie à tous sans distinction de revenus**.

En lieu et place du nouvel impôt sur la maladie, la CGT a des propositions de ressources de financement de la sécurité sociale :

■ Taxer les revenus financiers (stocks options, les parachutes dorés...) des entreprises, des traders, des actionnaires.

■ Favoriser les entreprises qui créent de l'emploi au détriment de celles qui le sacrifient au lieu d'exonérer à tout va.

■ Modifier l'assiette de la cotisation dans les entreprises pour que les richesses aillent davantage vers la protection sociale que vers les actionnaires.

Les salariés, les retraités ne peuvent rester insensibles à cette remise en question de la sécurité sociale d'un système solidaire à un système marchand. A l'annonce de ces mesures, de très vives réactions se sont faites jour.

Pour autant, il est important et nécessaire d'élever le ton et d'agir contre ce démantèlement de la sécurité sociale aux côtés des autres fronts revendicatifs dans les journées d'action qui vont marquer cette rentrée. **La couverture solidaire est en danger, défendons-là.**

Pierre Tavernier
Trésorier de l'IHS Métaux

**Le Conseil d'administration
Elu par l'AG du 18 juin 2009**

- Auvray François Métaux 76
- Bejaoui Tahar Sbfm
- Blosse Jacques Ufr Paris
- Bluteau Roger Snias
- Boucheny Serge Snecma
- Cadet Jean Peugeot
- Caré Jean-François Renault
- Carillon Jean-Jacques Peugeot Mtc
- Dauba Michel Dassault
- Delabre René Vénissieux
- Delias Lydie Legrand
- Doucet Hubert Métaux Paris
- Ducret Michel Ftm.cgt
- Dronval Louis Chantiers Atl.
- Duchesne Françoise Thomson
- Dumez François Massey Ferg.
- Elbaz Jean-Pierre Métaux Paris
- Gauvrit Roger Citroën
- Girard Paul Merlin Gerin
- Gouesme Annie Dassault
- Kremer Jean-Claude Sollac
- Lamirand Bernard Arcellor
- Landes Roger Aérospatiale
- Lopez Christophe Dassault
- Malherbe Alain Citroën
- Muteau Gérard Renault
- Novarini Christian Alsthom
- Pronteau Serge Citroën
- Stern Alain Renault
- Stern Hélène Renault
- Tavernier Pierre Rateau
- Tregaro Jacques Cadoux
- Tronchon Henri Métaux 94

La flamme toujours vive par Marcel Scordia*

Il ya 68 ans, en **octobre 1941**, l'exécution des otages de **Châteaubriant, Nantes, Souges, Le Mont-Valérien**, marquait une nouvelle étape dans la sanglante répression des occupants nazis, visant par la peur et la terreur à briser **la Résistance**.

Au contraire de leur objectif, ces fusillades renforcèrent la lutte contre l'occupant et firent progresser l'union de la Résistance.

La Résistance ! Le mot est lâché. Celui dont **Lucie Aubrac** disait qu'il doit « *se conjuguer au présent.* »

Elle a profondément marqué notre Histoire. Elle est le refus de la résignation, du laisser faire, de l'acceptation des mauvais coups portés aux libertés, au progrès social ou à la Paix.

La Résistance, celle engagée dès **1933** contre le fascisme, fit grandir les exigences sociales.

Les fusillés de Châteaubriant en furent des dirigeants et impulsèrent les luttes contre le fascisme et pour les conquêtes sociales, ouvrant la porte au front populaire. Aujourd'hui ce mot demeure pleinement d'actualité.

C'est la crise. Les gouvernants multiplient des réformes de régression sociale et de liquidation des acquis sociaux, notamment ceux dûs à **la Résistance**. Ils se soumettent ainsi aux désirs

(*Marcel, ancien membres du CEF de 1971 à 1976, est membre du Bureau de l'Amicale de Châteaubriant- Voves - Rouillé.)

du Medef d'en finir avec les acquis du programme du CNR.

Nous nous devons donc de rappeler l'esprit de la Résistance qui, aujourd'hui, continue celle d'hier.

Les jeunes sont particulièrement concernés. Leur avenir est en jeu. Notre Amicale se tourne résolument vers eux. Le combat contre l'ignorance, la falsification de l'Histoire doit être mené sans trêve. Il les concerne en premier lieu. La mémoire historique conditionne le maintien de valeurs ancrées profondément dans le passé.

De Gaulle déclara que « *la flamme de la Résistance ne s'éteindra jamais.* ». Notre Amicale entend contribuer pleinement à la faire grandir.

Le 18 octobre, dans la Carrière où furent fusillés **les 27 de Châteaubriant**, hommage leur sera rendu ainsi qu'à tous les martyrs et à **la Résistance** elle-même.

Avec l'Amicale de Châteaubriant- Voves - Rouillé nous appelons à se rassembler nombreux contre l'oubli, pour faire vivre dans l'actualité cette flamme de la Résistance.

Et ainsi être dignes de **la Résistance**, ainsi que nous l'a demandé **Guy Môquet** dans une ultime pensée.

68^e anniversaire de la fusillade

SAMEDI 17 OCTOBRE

- à 11h30. Dépôts de gerbes au Château, au Camp de Choisel, et à 17 h au Rond-point Fernand-Granier.

DIMANCHE 18 OCTOBRE

- à 9 heures, Rendez-vous place de l'Hôtel-de-Ville de Châteaubriant pour se rendre à la **Blisière** en hommage aux neuf fusillés du 15 décembre 1941.

- à 13h15, au Théâtre de Verre : départ du défilé "**La Résistance au Pays de Châteaubriant**" avec les enfants des écoles et tous les volontaires.

- à 14 heures, Rendez-vous Rond-point Fernand-Granier pour le "**Défilé de la mémoire**" avec le concours de l'Harmonie de Châteaubriant.

- à 14h30, Cérémonie officielle sous la présidence de Mme Odette Niles, présidente de l'Amicale et de M. Alain Hunault, maire de Châteaubriant.

Allocutions de Mme Odette Niles au nom de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé et de Mme Marie-George Buffet pour le Parti communiste français.

**Le 24 octobre 2008 Inauguration
de la résidence Guy Môquet
à Haveluy en présence des
familles de Guy Môquet et Jean-
Pierre Timbaud, B.Lamirand et
JF.Caré
pour l'IHS Métaux**



15h30.
**Évocation historique et artistique
« Les fleurs de
la désobéissance »**

évoquée écrite et mise en scène par Alexis Chevalier.
Assistanat : Christine Maerel.
Une réalisation artistique du Théâtre Messidor
Avec la Chorale Méli-Mélo, les musiciens voyageurs
"Pas de nom, pas de maison"
et la participation de Christine Maerel (chant) et
de Jean-Marc Lépicié (piano)
Interprétation par 100 comédiens et comédiennes
amateurs du Pays de Châteaubriant dont les jeunes
des établissements scolaires publics.
Sonorisation : Eurolive.

**Anniversaire de la libération de la Bourse
du Travail de Paris**

Le 26 Août en présence de nombreux syndicats. Cette année a été marqué par le dévoilement d'une nouvelle plaque commémorative sur la façade de la rue du Château d'eau. Celle-ci rappellera désormais le rôle déterminant du CPL et l'action des Hommes et Femmes de l'insurrection jusqu'au rétablissement de la République. L'IHS Métaux était présent.



Les dossiers de la métallurgie CGT

Les événements de Denain en 1978/1979

Conférence tenue le 21 mars 2009 à Douchy les mines (59)

par Bernard Lamirand

Dans cette introduction, je n'évoquerai que la période des années 1978/1981 qui marque historiquement la casse de la sidérurgie à Denain.

Un fleuron Industriel

En 1947 le site de Denain comporte une usine à fonte équipée de 4 hauts-fourneaux de 5,50m, une aciérie Thomas équipée de 5 convertisseurs de 30 tonnes et une aciérie Martin de 5 fours de 50 tonnes et 1 de 80. Les aciéries alimentent un blooming, un train pour billettes et largets, 2 trains marchands pour aciers spéciaux à ressorts, 1 train à tôles fortes, un train trio, un train à tubes... Deux autres trains à aciers marchands (carrés, plats, cornières, ronds à béton) existent à Anzin. La masse des équipements atteint le seuil critique pour faire de cette usine le cœur d'Usinor. C'est ici que sera bâti le train à bandes de première génération (700 KT/an).

Usinor Denain devenait ainsi, pour les produits plats, l'usine sidérurgique la plus importante de France et même d'Europe : elle allait contribuer au redressement du pays et elle faisait la richesse de toute cette région du Hainaut Cambrésis.

Qui pouvait donc penser que ce fleuron de la sidérurgie allait être victime d'une telle destruction ?

Pourtant des indices pouvaient l'indiquer avec la construction d'Usinor Dunkerque, une usine en mesure de produire plus de 8 millions de tonnes d'acier avec des hauts fourneaux de forte capacité et des aciéries à l'oxygène remplaçant les aciéries Thomas et Martin dépassées.

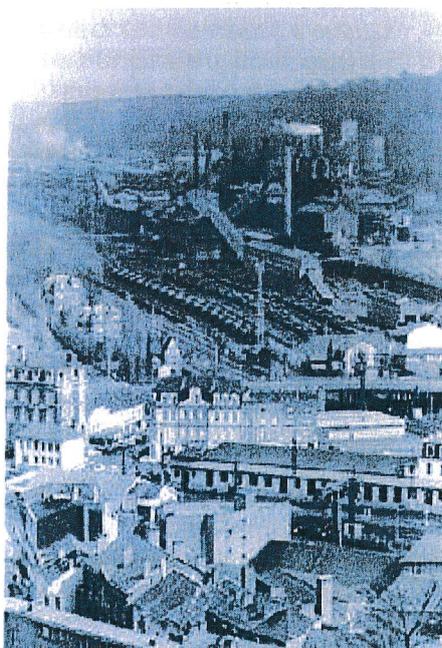
Denain dans les années 60/70 va poursuivre son existence : la demande d'acier est telle qu'Usinor utilise à fond les capacités de toutes ses installations du nord et de la Lorraine. Cette situation ne va pas durer car dans cette période commencent à se faire sentir les premières directives européennes pour une politique sélective de la production afin de rendre l'acier plus rare et plus cher.

Des directives européennes

C'est le Plan du célèbre Davignon, commissaire européen, qui déclenchera l'état de crise manifeste prévu à l'article 58 de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Le procès de Denain et de Longwy commence alors.

Pendant les vacances d'été de 1978, un petit communiqué dans la presse nous apprend que le PDG d'Usinor, Monsieur Hué de la Colombe ne part pas en vacances et restera à Paris pour préparer sa rencontre avec le premier ministre Raymond Barre à la rentrée. Cette annonce éveille l'attention et les



souçons dans la moitié de l'été. Dans les derniers jours des congés, une rumeur commence à circuler à Denain, on parle de plus de 3000 suppressions d'emplois.

À la fédération de Métaux CGT, tout de suite, on réagit : Guy Valli le responsable de la sidérurgie met en place un dispositif pour informer les sidérurgistes de l'imminence d'une nouvelle casse de l'industrie sidérurgique nationale avec des menaces sérieuses sur Denain et Longwy.

Contre la casse

Les réactions ne tardent pas, et à Denain les premiers politiques à s'élever contre les menaces de suppressions d'emplois seront le Maire de Denain communiste Henri Fievez et le député Gustave Ansart.

Je me souviens d'une de ces rencontres avec Gustave Ansart qui avait pris tout de suite la mesure de la gravité de la situation pour Denain. À cette époque, l'idée de la fermeture de Denain était considérée comme imaginaire même si on avait des craintes : peut-être des licenciements et un plan social comme il en avait déjà existé, mais la destruction de Denain, l'usine mère ?

Des camarades CGT de Denain - Lucien Laurette et Belmire Rodriguez auparavant, ne manquaient pas de souligner les investissements insuffisants pour le devenir de l'entreprise et de nombreuses interventions de leur part seront faites pour réclamer la construction d'un train à froid qui se fera à Mardyck.

Un tract CGT-CFDT

Devant ces rumeurs, un premier tract sera distribué dans l'usine le 30 Août 1978 : un tract commun CGT-CFDT.

Le 6 septembre 1978, c'est l'appel à la mobilisation de tous les sidérurgistes de Denain par toutes les organisations syndicales qui déclarent « qu'elles se rencontreront régulièrement pour définir ensemble les modalités d'action ».

Quelques jours plus tard, le conseil des ministres prend une première mesure, il prévoit la prise de participation de l'Etat dans le capital des groupes sidérurgiques. Ce n'est pas pour accepter cela que la CGT et le parti communiste demandent depuis longtemps, la nationalisation démocratique de la sidérurgie, mais c'est pour prendre des décisions en fonction des desideratas de la Commission européenne de réduction des capacités de production.

Après cette décision en conseil des ministres, les choses vont aller vite, l'assemblée nationale et sa majorité de droite vont voter un plan dit de sauvetage qui vise à la restructuration de la sidérurgie française et un nouveau PDG, Monsieur Etchégaray

Les dossiers de la métallurgie CGT

est nommé.

La commission nationale de la sidérurgie CGT réunit à Paris dénonce ce qui se prépare et notamment la fermeture d'unité de production comme celle de Denain et de Longwy.

J'y participe, et même dans notre commission, on a du mal à croire que le but de l'opération est la casse totale de ces usines qui ont fait le redressement de la France de la libération jusqu'aux années 1970.

La lutte s'engage

Denain va réagir : après l'annonce d'une mise en chômage de l'usine du **16 au 31 décembre**, les salariés pénètrent dans les bureaux de la direction et demandent l'arrêt du chômage prévu en fin d'année et des précisions sur les bruits qui courent concernant le licenciement de 3000 personnes à Denain.

La direction renvoie à la tenue d'un comité central d'entreprises à Paris. Celui-ci se tient le **12 décembre** et le nouveau PDG annonce officiellement son plan avec la suppression de 5000 emplois à Denain et 550 à Trith Saint-Léger.

Plus d'un millier de Denaisiens et de Valenciennois sont là, ils n'en croient pas leurs yeux, une colère immense parcourt l'assistance, l'usine de Denain est mise à mort et ils ne peuvent l'accepter. Je suis avec eux comme responsable de la métallurgie et je vois ces hommes et ces femmes bouleversés de ce qu'ils viennent d'entendre.

Nous allons ensemble manifester notre désaccord dans ce quartier « huppé » où la direction d'Usinor a son siège.

Le lendemain, toute la presse régionale titre sur le coup de grâce, le sinistre, la catastrophe de Denain et le midi, toute l'usine est devant la direction pour manifester son refus d'une telle décision assassine.

Alors va commencer une formidable mobilisation des ces travailleurs qui n'acceptent pas le verdict de l'Europe du Capital et de ce gouvernement Giscardien dont la hargne est totale avec un premier ministre qui indique que les pancartes et les slogans ne le feront pas changer d'avis.

Le **20 Décembre** une manifestation importante défile dans les rues de

Valenciennes et le **22 décembre**, à Denain c'est une manifestation énorme qui parcourt la ville avec des banderoles contre Bruxelles et le plan Davignon. Noël se passe tristement dans les foyers denaisiens et des villes avoisinantes, villes où la population vit de la sidérurgie. L'archevêque de Cambrai fait une déclaration pour soutenir les sidérurgistes.

Dès le début **janvier 79**, tout le monde s'affaire pour préparer une riposte à la hauteur de l'attaque.

La fédération CGT de la métallurgie fait une déclaration invoquant la nécessité d'une riposte nationale de grande envergure. Son secrétaire général **André Sainjon** vient à Denain apporter tout son soutien à cette lutte.

Gustave Ansart se met totalement à la disposition de la lutte et ses interventions sont nombreuses et notamment sur les bancs de l'assemblée nationale. J'ai vécu avec lui, avec **René Carpentier** maire de Trith, avec **Alain Bocquet**, ces moments difficiles et je puis dire qu'ils ont été les plus proches alliés de cette lutte du David de Denain contre le Goliath européen.

Pierre Mauroy, président de la région Nord Pas de Calais est reçu par le président de la république et il essuie une fin de non recevoir.

Le même jour, à Lille, les métallurgistes CGT et l'UD CGT du Nord tiennent une conférence de presse et déclarent : « la restructuration a été

décidée par l'Europe. Elle est inacceptable. Elle vise à long terme à réduire les capacités de la sidérurgie française ». **François Dumez** Secrétaire Général de l'UD CGT, **Bernard Lamirand**, **Raymond Leroy** et **Jean Paul Cadeddu** de la FTM CGT seront en permanence avec les militants et les travailleurs de Denain.

A la lueur d'aujourd'hui, ce pressentiment d'atteinte à l'industrie nationale s'est malheureusement confirmé, quand on regarde l'état de la sidérurgie française qui n'a plus rien de nationale depuis qu'un nouveau maître de forges hindou en a pris le contrôle de ce qu'il en restait après sa remise au privé par **Chirac en 1986**.

C'est dans les premiers jours de **1979** que le gouvernement fait part d'un plan de reconversion du Nord et **Gustave Ansart** déclare : « ce sont des mesures dérisoires ».

Cette annonce provoque la colère des sidérurgistes de Denain et de Valenciennes. A Denain les grands bureaux seront occupés et des papiers déchirés. **Belmire Rodriguez** secrétaire général du syndicat indique : « quel est le sort des sidérurgistes de Denain. N'est ce pas une opération pour désamorcer la lutte unitaire ? ».

Une lutte Nationale

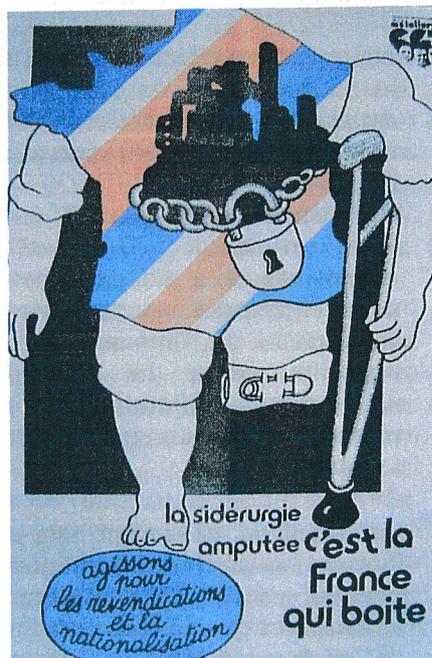
La lutte va prendre une dimension nationale. **Henri Krasucki** secrétaire de la CGT intervient et déclare : « que des initiatives de grandes envergures et unitaires se préparent pour les semaines à venir ». (Il fait une première allusion à l'idée d'une manifestation nationale à Paris)

Dans cette période de fin **janvier 1979**, l'effervescence est à son comble à Denain et les ouvriers sortent de l'usine, occupent plusieurs fois les voies ferrées, les axes de circulation, la perception et les CRS font alors leur apparition à Denain.

Le pouvoir montre ses dents.

Le **1^{er} février** leur colère atteint la fureur quand ils apprennent le transfert sur le littoral de la centrale de 30MW mise en service début **1978** et un millier de sidérurgistes entrent dans les bureaux de l'usine et brûle des dossiers.

Les actions, nombreuses à Denain - Valenciennes- Longwy, sont reçues positivement dans la population. Le gouvernement est obligé de rencontrer



Les dossiers de la métallurgie CGT

les organisations syndicales le **6 février 1979** et le ministre du travail Boulin annonce qu'il est prêt à discuter de préretraites à 55 ans.

Ces mesures ne correspondent pas aux exigences des travailleurs qui veulent le maintien de leur outil de production et de leur emploi. Bien sûr ils ne sont pas contre les départs à la retraite à 55 ans qui sont une vieille revendication des sidérurgistes à cause des conditions de travail et du travail posté.

Une provocation d'Etat

C'est alors que le Président de la république se répand dans le journal « *Le monde* » dans un article où il s'épanche : « *Longwy n'est pas la Lorraine, Denain et Valenciennes ne sont pas le Nord Pas de Calais, et ces deux régions ne sont pas la France...* » ; Ce message sera perçu comme une provocation et le lendemain 46 autocars quittent Denain pour se rendre à Paris avec un slogan : « **Denain Vivra** » : les accès à Charles De Gaulle seront bloqués, le périphérique aussi et au retour des heurts avec les gardes mobiles feront plus de 40 blessés.

Le choix de la répression

Le pouvoir a choisi la répression qui se manifestera avec violence dès lors à chaque manifestation de sidérurgistes que ce soit dans le Nord ou en Lorraine.

Le **16 février** sera une date qui comptera dans la mobilisation : plus d'une centaine de milliers de grévistes dans le Nord Pas de Calais et une manifestation qui déferle sur Valenciennes, une véritable marée humaine de plusieurs kilomètres de long, certainement une des plus grandes manifestations qu'ait connue la ville de Valenciennes.

Dans cette effervescence, tous les politiques sont interpellés ; même *Michel Debré* le gaulliste se présentera avec des accents anti-européen et *François Mitterrand* se déplacera à Denain, il dénoncera le plan sidérurgique avec son ami *Mauroy*, ils firent des propositions qu'ils ne mirent d'ailleurs pas en application une fois au pouvoir. Au contraire *Mauroy* fit fermer le dernier vestige d'Usinor Denain, le train à bandes.

D'autres manifestations vont poursuivre ce combat pour le maintien de la fonte

et de l'acier à Denain et je vois toujours cette immense manifestation de tout le personnel de l'usine jusqu'ici à Douchy avec un engin de transport d'acier : celui-ci restera dehors, à l'entrée de l'usine pendant des jours comme un symbole de leur volonté de produire de l'acier.

Je revois ces camarades de Denain et de Trith comme *Belmir Rodriguez*, *Sarrazin*, *Bernard Ethuin*, *Lemaire* secrétaire du CE, *Robert Chatelain*, *Georges Cacheux*, *Stanis Soloch*, *Elie Salengro* et d'autres (qu'ils m'excusent de ne pas tous les nommer), se dépenser sans compter pour cette grande lutte.

Au niveau national monte très fort l'idée d'une manifestation à Paris, la CGT le porte énergiquement et les autres organisations syndicales manifestent déjà quelques réticences à la lutte.

La lutte se poursuivait et on sentait bien que le pouvoir devenait de plus en plus agressif dans son soi-disant maintien de l'ordre. Le **6 Mars** leur brutalité s'exprime, *Georges Bustin* député communiste est molesté par les CRS et à Mortagne du Nord les manifestants bloquent les péniches. C'est au retour, après des affrontements violents à Saint-Amand, que les CRS à Hasnon, avec une rare férocité, brisent les vitres de cars, jettent des grenades lacrymogènes dedans et frappent les grévistes.

Dès le lendemain, devant la gravité de ces événements, tout Denain et la population des alentours va manifester sa colère et sa réprobation.

5000 sidérurgistes se rassemblent à l'entrée de l'usine, les CRS sont dans

la ville, l'affrontement est inévitable et va durer toute la journée avec de nombreux blessés. C'est une ville en émeute diront la presse et les journaux télévisés ; la population du Nord prend fait et cause pour Denain, contre la répression et des dizaines de milliers de personnes vont venir prêter main forte aux ouvriers en lutte.

A Paris les négociations se poursuivent à la Direction, apprenant l'agression de Denain, la délégation CGT quitte la réunion en signe de protestation. Avec *François Dumez* secrétaire Général de l'UD CGT je suis au côtés des militants et de ses ouvriers en lutte et je peux témoigner qu'ils n'étaient pas des emportés, les multiples provocations accentuaient leur colère et de la façon dont le pouvoir avait traité leurs camarades, la veille à Hasnon..

L'émeute se poursuit tard dans la nuit et le lendemain ; et je vois toujours *Gustave Ansart* agissant à la mairie, se rendant à l'Union locale téléphonant au niveau du gouvernement pour le retrait des forces de police. Dans ces événements graves de Denain, des coups de fusil blessèrent des CRS, jamais nous ne sûmes vraiment qui avait tiré. Quelques jours plus tard, d'autres provocations, celles des autonomes que la police laissait circuler librement dans les abords de la manifestation de Paris, nous mirent la puce à l'oreille sur des provocations que nous estimèrent téléguidées.

La sidérurgie à Paris

La suite des événements sera plus vite rappelée, mais je ne peux mettre de côté l'immense manifestation des sidérurgistes à Paris le **23 mars 1979**.

Celle-ci va se préparer avec la venue le **9 mars** à Denain de *Georges Séguy* où 6000 personnes entrent dans l'usine et le secrétaire général de la CGT déclare dans le train à bandes : « *faute d'avoir pu réduire la résistance des sidérurgistes... le gouvernement et le patronat imaginèrent porter un coup décisif à Denain, ... eh bien c'est raté ... c'est un succès dont la portée dépasse largement le cadre de Denain et du Valenciennois* ». C'est ce même



Les dossiers de la métallurgie CGT

jour, chez un habitant de Denain, que fut mis en marche **Radio Quinquin**, radio CGT de lutte et c'est **Georges Séguy** qui l'inaugurera.

Dans ces moments là, pour la lutte, l'imagination ne manque pas et l'on réalise des journées portes ouvertes qui se dérouleront avec des dizaines de milliers de visiteurs. Dans la sidérurgie les grèves se multiplient à Dunkerque, à Fos sur Mer, en Lorraine et dans la Loire ; tous nous nous affairons à porter largement l'action.

Le 23 Mars, c'est la grande manifestation à Paris, seul la CGT appelle, les autres organisations ont trouvé un fallacieux prétexte pour ne pas y participer : celui de la politisation du mouvement, mais de nombreux militants d'autres organisations syndicales qui luttent aux côtés de leurs camarades CGT feront le déplacement dans les cars affrétés par la CGT.

Qu'à cela ne tienne, plus de **100 000 participants** partent des gares et des portes de Paris se rendent Place de la république et défilent dans le bon ordre jusqu'à la provocation des forces de police et des autonomes qui brisent les vitrines place de l'Opéra.

les grèves s'étendent

Les grèves et les actions unitaires à Denain et à Longwy se poursuivent vaillamment.

Pendant la même période les grèves s'étendent notamment à Usinor Dunkerque et à la Solmer à Fos. C'est le résultat d'une période sans acier décidé au niveau national. A Denain, chaque jour, des actions particulières s'organisent notamment vers Cambrai ou vers l'autoroute ainsi que la gare de Valenciennes. Dans ces actions, la chambre patronale de Valenciennes n'est pas oubliée et elle brûle. Les métallurgistes de Renault Douai viennent apporter leur soutien et expliquer les conditions de mutations sur Renault et ce qu'elles révèlent comme piège.

Les quatre jours de Dunkerque sont neutralisés au passage de Denain. Mais ce qui est attendu par les travailleurs ce sont les négociations : elles se sont engagées au niveau national à Paris au siège de l'Union patronale des industries métallurgiques et

minières.

Dans ces instants, les débats sur le devenir de la sidérurgie française sont de première importance, la question de l'avenir de cette filière acier est posée et un rapport déposé par la FTM-CGT métallurgie au conseil économique et social fait grand bruit, il s'agit d'un memorandum qui montre le caractère mensonger de ce plan acier décidé sur la base d'une surproduction, il montre que des propositions de modernisation peuvent permettre de poursuivre la production tant à Denain qu'à Longwy.

Mais l'irréparable va arriver : le lâchage des organisations syndicales réformistes va se vérifier dans les négociations pour une convention sociale à Paris. Celles-ci, hormis la CGT, vont accepter les conditions de la direction : fermeture des installations prévues et préretraites à partir de 50 et 55 ans et des dizaines de milliers de mutations qui se poursuivent jusqu'aux **années 90**.

Dans la nuit du **24 au 25 juillet**, j'y suis, les autres syndicats signent et la délégation CGT refuse. Nous avons alors décidé d'une vaste consultation des sidérurgistes pour rejeter la partie mutations tout en acceptant les départs en préretraites : près de 80 % de ceux-ci rejeteront l'accord.

La mise à mort

La chambre syndicale de la sidérurgie et le gouvernement ainsi que les signataires ne tinrent pas compte de ce vote.

La lutte reprendra à la rentrée de **septembre 1979** mais le cœur n'y est plus, la signature de la mise à mort de Denain fait des ravages, le découragement s'installe chez ceux qui avaient été les plus combattifs ; les militants CGT continuent à se battre mais ce paraphe rompt ce qu'il restait d'une unité devenue embarrassante pour les organisations réformistes.

Le 26 novembre 1979, 1644 travailleurs de Denain reçoivent une lettre de la direction les informant de la suppression de leur emploi. Les ouvriers ayant reçu la lettre se précipitent aux grands bureaux et jettent des documents par la fenêtre. La CGT propose d'occuper l'usine.

Des consultations laisseront apparaître des positions différentes selon que le vote est organisé par le front uni des signataires ou la CGT.

Le 25 décembre des sidérurgistes

déposent une banderole sur le parvis de Notre Dame de Paris. La production d'acier bloquée reprend progressivement.

C'est le pire Noël que j'ai vécu ; Denain c'est la tristesse qui règne, aux aciéries de Paris Outreau à Boulogne sur Mer la direction annonce la liquidation de plus d'un millier d'emplois.

En Lorraine et dans la Loire des plans de suppressions d'emplois commencent à s'exécuter.

La bataille de l'acier se poursuivra en **1980**. Les installations de production de fonte et d'acier seront arrêtées dans l'année. L'arrivée de **Mitterrand** en **1981** comme président de la république et de **Pierre Mauroy** comme premier ministre suscitera un grand espoir. Cet espoir fut rapidement déçu par les décisions du gouvernement de fermer le reste des installations sidérurgiques de Denain.

Finalement, cette mise à mort de Denain, préluait toute une démarche libérale faite de casses et de restructurations conduisant notre pays à des abandons industriels en cascades et à une fragilisation de notre potentiel industriel, comme nous l'avions supputé à cette époque. La crise que traverse le capitalisme en ce moment est la conséquence de cette économie où ne prime que le marché libre et non faussé et l'appât du gain aux dépens de la création de richesses et de sa répartition en faveur des travailleurs.

Bernard LAMIRAND





Louis Bouyer

« Loulou », pour l'ensemble de ses camarades de la CGT, est décédé. Un hommage lui a été rendu lors de ses obsèques, le mardi 18 août 2009 par Bernard Cagne (extrait).

Pour tous ceux qui t'ont connu et estimé, mon frère en 1950, nous étions, prêtres de cette paroisse considérée d'avant garde.

Tu travaillais chez Hispano-Suiza comme tailleur d'engrenage. Et moi à l'Oxyde de Zinc, avant Simca qui me licencia après notre arrestation par les flics et un copieux passage à tabac et une nuit passée ensemble au poste le 28 mai 1952.

L'adhésion à la CGT ne posa aucune difficulté, il n'y avait aucun péril en cette demeure. [...] Hispano était considérée à l'époque et avec raison comme une forteresse ouvrière. Un curé au travail ça n'était pas ordinaire, cela suscitait admiration chez les uns, suspicion chez d'autres. 1952, et mieux 1954, ont clarifié tout cela. Quand

Rome nous fit l'obligation de quitter le syndicat et le travail, Loulou a refusé de quitter le travail, le syndicat et les travailleurs. Il faut rappeler le parcours syndical de Loulou. Son engagement concret, comme délégué du personnel pour tous et plus particulièrement pour les plus démunis, cela eut raison de tout soupçon sectaire. Ensuite Loulou participera à la direction de ce syndicat très actif et devint un des secrétaires non permanents de la branche aéronautique de la région parisienne au côté de Chevalier et Claude Béguelin. Quand Marcel Bras, secrétaire de la Fédération de la Métallurgie, lui demandera de devenir permanent pour toute la région parisienne il déclina cette proposition, pour rester à la base. Un peu avant 1978, avec le camarade Deloire, un ancien de chez Hispano et assez peu de militants pour lancer la jeune Union Fédérale des Retraités Loulou a passé des journées entières, chaque semaine à la Fédération et entraîné avec lui d'autres camarades pour développer un travail collectif,

Marcel Bras, jeune retraité, Maria la femme de Loulou. [...] Ce travail commencé, continuera avec Pierre Tavernier, Henri Bourdureau, on sentait dans l'organisation un courant très fraternel, Loulou remplira plusieurs mandats de secrétaire de l'UFR. Cet esprit de fraternité entre vieux militants est resté une qualité chez les retraités. Une autre qualité de Loulou, était de toujours garder les pieds sur terre. Ses interventions dans les réunions ou congrès étaient toujours très écoutées parce qu'elles émanaient d'un camarade qui ne s'en laissait pas compter et cela aidait la réflexion.

Mais dans l'organisation des retraités, plus que partout il faut reconstruire en permanence pour la bonne raison que si la retraite est une vie nouvelle quand tu as 60 ans et encore quand la santé te permet d'y arriver, dans les pharmacies, nous devenons vite des créateurs d'emplois et nous participons de moins en moins aux manifestations et bien souvent on tombe dans l'oubli. [...]»



David Gingold

Hommage rendu aux obsèques le 30 juin 2009 par Alain Pilloux, directeur du centre Suzanne Masson (extrait).

A toi David, même si ta grande modestie en souffre, je souhaite exprimer de

chaleureux remerciements au nom des professionnels, des collègues, des camarades du Centre, qui t'ont côtoyé depuis le 2 mars 1976, date de ton embauche comme veilleur de nuit.

Ainsi depuis plus de 30 ans, d'abord en activité, puis en tant que retraité, tu as témoigné d'un parcours de vie qui force le respect, qui témoigne de ce qu'est la dignité humaine, le courage, l'engagement sans faille pour un monde de justice, de paix et de liberté.

Il fallait te solliciter pour t'entendre témoigner de souvenirs difficiles qui ont marqué à jamais ton histoire et l'histoire du monde. Depuis cette période noire, qui pour toi a commencé dès 1933 tu n'as cessé d'être un militant de la tolérance, du « plus jamais ça ». Transmettre pour être vigilants à toutes résurrections de la bête immonde, tel a été le fil conducteur de ta vie.

Tu disais « je pense qu'on ne peut construire l'avenir en reproduisant les erreurs du passé ».

Une vie qui voit le jour le 11 juillet 1913 à Frankfort.

Une enfance et une jeunesse dans une Allemagne qui avait perdu la guerre, la

situation était catastrophique pour le peuple allemand.

A 14 ans en 1927, tu entrais dans la vie active par l'apprentissage du métier de menuisier. Déjà tu te syndiquais pour, disais-tu: « défendre tes conditions de travail, ton salaire et pour affirmer ton désaccord avec les orientations du parti nazi ».

Dès 1933, tu as été témoin des prémices à la nuit de cristal.

Ainsi, en juin 1933, ta famille et toi décident de venir en France, à Paris.

Tu rencontreras le comité de l'Allemagne libre, le comité antifasciste français où tu militeras pour alerter les français sur les dangers du nazisme.

En 1936, l'Allemagne bascule dans l'ordre noir, tu découvrais la solidarité et la fraternité dans la France du Front Populaire.

C'est à cette époque que tu adhères au P.C.F. pour lui rester fidèle toute ta vie. Un parti qui, disais-tu: « t'a sauvé la vie ainsi que celle de tes parents ».

Malheureusement ta sœur jumelle et un de tes frères seront déportés et exterminés.

Tu poursuis ton engagement en t'engageant dans la résistance.

De cette période tu confirmeras un enseignement, je te cite: « c'est toujours grâce à la solidarité que l'on peut s'en sortir, si tu es isolé, tu n'as aucune solution possible ».

En 1945, tu retournes à Frankfort pour y

découvrir une ville, un pays en ruine.

En 1947 tu reviens en France pour t'y installer définitivement.

Petits boulots dans la confection, le repassage, te conduisent rapidement en 1948 à la Bourse du travail pour te syndiquer à la C.G.T. Une carte syndicale que tu as toujours gardée pour faire valoir tes revendications partout où tu as travaillé.

C'est en 1976, quelques années avant ta retraite, que tu seras embauché au Centre Suzanne MASSON. Je te cite encore: « c'était la première fois que je travaillais dans une société qui considère fraternellement ses salariés ». Tu participes activement à l'activité du syndicat C.G.T. pour défendre, disais-tu, l'amélioration de vie des travailleurs.

Solidarité, Fraternité et Respect mutuel, sont les valeurs de notre Association Ambroise CROIZAT, tu as été de celles et ceux qui ont creusé les fondations puis posé les pierres de ces valeurs progressistes.

Tu as poursuivi ton engagement syndical au sein du syndicat des retraités des établissements Masson et Timbaud.

Tu venais tous les ans aux Commémorations du 8 mai 1945. Il y a encore quelques jours tu étais présent pour témoigner de ton vécu emprunt de souffrances, mais aussi de joies immenses. Tu resteras à jamais inscrit dans nos mémoires et dans la mémoire collective du mouvement ouvrier français et international.



*Un épargnant heureux,
c'est avant tout une épargne qui s'épanouit.
A la Macif, nos contrats d'assurance vie vous
garantissent pendant toute la vie de votre
épargne les frais les plus bas et une disponibilité
permanente de votre argent.*



**LA SOLIDARITÉ
EST UNE FORCE**

Adhésions et Cotisation annuelle

Syndicat - UL - USTM - CCM - **82 €**

moins de 50 adhérents **22 €**

CGT Individuel : **22 €**

Organisme - Association - Bibliothèque : **82 €**

Rédiger le chèque à l'ordre de :

"Institut CGT d'Histoire sociale de la métallurgie"

*A renvoyer à Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie à l'attention de zahoua
94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris*

Cette adhésion inclut "les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie".